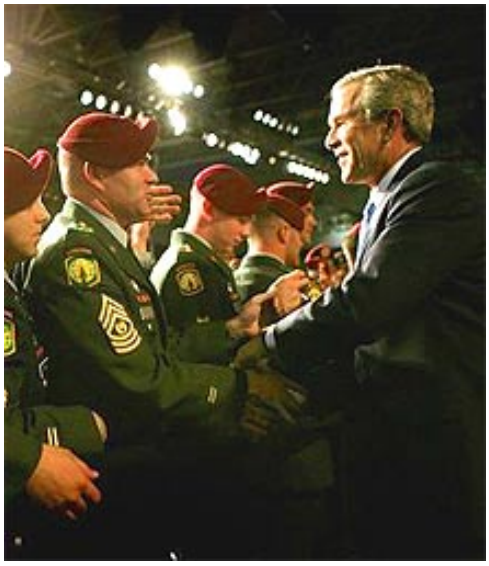
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

5 juillet 2005
N°346 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

ÉLOGE DE LA VIOLENCE

George Bush déclare que la guerre en vaut la peine



Le président George W. Bush s'est adressé à ses concitoyens à propos de la bataille d'Irak. Il a réaffirmé qu'elle est un épisode de la guerre entreprise pour libérer le monde d'une organisation terroriste responsable des attentats du 11 septembre 2001 et de tous ceux survenus depuis partout à l'étranger. Enfin, il a invité les téléspectateurs à s'engager dans les armées. Morceaux choisis.

page 2

Irak : critiques en trompe l'œil

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Aujourd'hui, seuls 39 % des États-uniens soutiennent encore l'engagement de leur pays en Irak. Le dernier discours de George W. Bush n'a pas convaincu. Toutefois, les sévères critiques dont il fait l'objet montrent paradoxalement l'unité des élites à Washington. Le discours ou la tactique sont mis en cause, pas l'invasion elle-même.

page 6

REPÈRE : 3 JUILLET 1995

Mayavati, une intouchable élue à la tête d'un État indien

Absorbant tous les groupes humains étrangers, les uns après les autres, sans pour autant les assimiler dans un modèle dominant, la société indienne les a isolés en castes et hiérarchisés ; les individus exclus de leur propre caste devenant des « intouchables » et leurs enfants avec eux. Ce système, soutenu par le mahatma Gandhi, mais combattu par le pandit Nehru, ne s'estompe que lentement dans l'Inde moderne. Cependant, le 3 juillet 1995, une ancienne institutrice, Mayavati, a été la première « intouchable » élue à la tête d'un État indien, l'Uttar Pradesh, bientôt suivie par Kocheril Raman Narayanan, élu président de l'Union. ■

HUMANITAIRE : 60 % DES AIDES ÉTATIQUES PROMISES NE SONT JAMAIS VERSÉES

L'ONG britannique ActionAid International a révélé, à l'occasion du sommet du G8, le montant réel des aides étatiques distribuées aux pays touchés par de graves crises humanitaires. S'appuyant sur des données officielles et des bilans d'experts, il apparaît que 60 % des aides gouvernementales promises dans le monde ne sont jamais versées, chiffres s'élevant à 90% pour la France et les États-Unis. *« L'exemple par excellence, est celui des aides qui étaient destinées aux victimes asiatiques du dernier tsunami »* a déclaré John Samuel, le directeur asiatique d'ActionAid International, mettant notamment en cause l'Australie, la France, l'Allemagne, les Pays Bas, le Canada et les États-Unis pour leurs fausses promesses. Le directeur a par ailleurs demandé à ce que les membres du G8, principaux donateurs, fassent preuve de plus de transparence, rappelant que *« durant ces deux dernières années, la plupart des dites aides se sont traduites par des dons d'armes et de munitions* ■

Éloge de la violence

George Bush déclare que la guerre en vaut la peine

Le président George W. Bush s'est adressé à ses concitoyens à propos de la bataille d'Irak. Il a réaffirmé qu'elle est un épisode de la guerre entreprise pour libérer le monde d'une organisation terroriste responsable des attentats du 11 septembre 2001 et de tous ceux survenus depuis partout à l'étranger. Enfin, il a invité les téléspectateurs à s'engager dans les armées. Morceaux choisis.

Pour sa sixième allocution télévisée en prime-time, George W. Bush avait choisi comme décor non pas le bureau ovale, cher à ses prédécesseurs, ni son ranch de Crawford, ni un porte-avion, mais la base militaire de Fort Bragg (Caroline du Nord). Aidé de prompteurs, il a lu son discours devant 750 soldats d'élite de la 82e Division aéroportée et des Forces spéciales qui, en cas de manifestation intempestive de désapprobation, encourraient la Cour martiale. Il portait ostensiblement au poignet le bracelet d'un soldat tombé au champ d'honneur que les parents du héros lui avaient offert. Derrière lui, les couleurs des États-Unis terminaient de souligner qu'en qualité de président, il est aussi chef des armées. Bref, c'était une mise en scène comme les aiment tous les régimes totalitaires.

Son allocution dura 28 minutes, montre en main, encadrée d'écrans publicitaires achetés par les entreprises sponsors du régime. Dans cet Empire, la politique n'est qu'une forme de business.

Au plus bas dans les sondage, M. Bush a tenté de répondre aux critiques concernant la guerre en Irak et de remobiliser l'opinion autour de ce conflit. Sur les suggestions de son conseiller Karl Rove, il a abattu par cinq fois la seule carte qui lui ait jamais servi : les attentats du 11 septembre 2001. Ce joker est usé, mais à défaut de convaincre, il a le mérite de faire taire toute opposition.

« *Les troupes, ici et dans le monde, livrent une guerre mondiale au terrorisme. Cette guerre a atteint nos rives le 11 septembre 2001. Les terroristes qui nous ont attaqués - et ceux auxquels nous faisons face - tuent au nom d'une idéologie totalitaire qui hait la liberté, rejette la tolérance et exècre toute contestation (...) Après le 11 septembre, j'ai pris un engagement devant le peuple américain : ce pays n'attendra pas une autre attaque. Nous porterons la bataille chez l'ennemi. Nous défendrons notre liberté (...) Nos ennemis ne peuvent réussir que si nous oublions les leçons du 11 septembre... si nous abandonnons les Irakiens à des hommes tels que Zarquaoui... et l'avenir du Moyen-Orient à des hommes comme Ben Laden (...) Ils tentent d'ébranler notre volonté en Irak, tout comme ils ont tenté d'ébranler notre volonté le 11 septembre 2001. Ils n'y arriveront pas (...) Après le 11 septembre 2001, j'ai dit aux Américains que la voie à suivre serait difficile et que nous l'emporterions. Eh bien, elle a été difficile, et nous sommes en train de l'emporter* ».

L'argument est connu. Il a été développé alors que l'opinion publique croyait encore qu'une base d'Al Qaïda était installée en Irak sous la protection de Saddam Hussein et que le tyran de Bagdad accumulait des armes de destruction massive en vue d'attaquer les États-Unis. Mais aujourd'hui, alors que toutes ces imputations ont été démenties, il est ridicule. Pourtant M. Bush n'a pas craint de l'utiliser car il sait que ses opposants n'oseront pas l'attaquer sur ce terrain. C'est là la clef de l'autorité de George W. Bush : en associant toute la classe dirigeante de son pays et des pays alliés aux mensonges du 11 septembre, il les a réduits à l'impuissance. Toute contestation est renvoyée au mythe du complot islamique mondial qui aurait perpétré les attentats. Aucun événement ne peut plus être qualifié d'échec du président, car M. Bush l'a déjà présenté comme une

attaque des terroristes, de Ben Laden, de Zarkaoui et consorts.

« *Le travail en Irak est difficile et dangereux. Comme la plupart des Américains, je vois ces images violentes et sanglantes. Chacune de ces images est horrible - et la souffrance est réelle. Je sais qu'au milieu de cette violence, les Américains se posent la question : ce sacrifice en vaut-il la peine ? Il en vaut la peine, et il est vital du point de vue de la sécurité future de notre pays* ».

À ceux qui commencent à s'interroger sur la mort de 1 730 soldats états-uniens [1] en Irak, le président répond que leur sacrifice en valait la peine par rapport à un une cause imaginaire : la lutte contre le complot mondial anti-américain qui ne s'est pas contenté d'agir à New York, à Washington et en Pensylvanie, mais qui a « *continué à tuer à Madrid, à Istanbul, à Djakarta, à Casablanca, à Riyad, à Bali et ailleurs* ». Une réponse paranoïaque qui a l'avantage de détourner deux questions : Qu'est-ce que les GI's sont allés faire en Irak ? Et en quoi le sacrifice de leur vie est-il susceptible d'améliorer la situation ?

Là encore, M. Bush manipule au mieux les faiblesses de la classe dirigeante états-unienne. Tout le monde sait très bien que, dans un futur proche, la sécurité des États-Unis n'était pas menacée militairement, ni par l'Irak ni aucune autre puissance, mais économiquement, par la pénurie énergétique. La décision de conquérir l'Irak a été prise dans le cadre d'un vaste plan d'appropriation des hydrocarbures du golfe arabo-persique, en pleine connaissance des pertes humaines et du chaos que cela impliquerait. Démocrates et républicains se refusant à remettre en cause l'*american way of life*, c'est-à-dire le gaspillage et la surexploitation du reste du monde, personne n'est en mesure de contester la guerre.

Quoi qu'il en soit, pour ceux qui s'inquiètent du bourbier, M. Bush a détaillé son plan d'« irakisation » du conflit : formation des forces de répression irakiennes par des instructeurs US, déploiement de conseillers techniques dans les unités autochtones de répression, et tutelle US sur les ministères locaux de l'Intérieur et de la Défense. Rien de surprenant, surtout pour ceux qui ont connu le Vietnam.

Toutefois, ce discours comprenait une nouveauté d'importance : l'appel de M. Bush à la population pour qu'elle soutienne les militaires au front et à la la jeunesse pour qu'elle s'engage sous les drapeaux.

« *À l'occasion de la fête [nationale] du 4 juillet, je vous demande de trouver le moyen de remercier les hommes et les femmes qui défendent notre liberté, en hissant notre drapeau, en envoyant une lettre à nos militaires à l'étranger ou en aidant la famille d'un militaire qui habite dans votre voisinage. Le ministère de la défense a créé à cet effet un site particulier sur l'internet : AmericaSupportsYou.mil. Vous pouvez le consulter pour obtenir des renseignements sur les activités des habitants de votre ville dans ce domaine. Alors que nous célébrons notre liberté, apportons notre soutien aux hommes et aux femmes qui nous défendent tous* » [2].

« *À ceux qui regardent la télévision ce soir et qui envisagent de faire carrière dans l'armée, je dis qu'il n'y a pas de service plus noble que celui de nos forces armées. Nous sommes libres parce que toutes les générations ont eu des patriotes désireux de servir une cause plus grande qu'eux. Ceux qui sont sous les drapeaux à l'heure actuelle occupent la place qui leur revient parmi les grandes générations qui ont revêtu l'uniforme de notre pays* ».

En définitive, la militarisation de la société états-unienne se poursuit comme seule réponse à la crise de son modèle économique.

---

[1] Ce chiffre, établi par le département de la Défense, ne tient pas compte des pertes des autres départements et agences états-uniens (notamment de la CIA), de celles des mercenaires payés par la Coalition et des agents de sécurité privés, ni de celles des autres États de la Coalition.

[2] Nous avions consacré un court article au site internet évoqué ici par George W. Bush.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Irak : critiques en trompe l'œil

Analyse

Juste avant le sommet du G8 en Écosse, le président états-unien, George W. Bush, revient dans une interview au *Times* de Londres sur les sujets controversés de sa politique. Personnalisant les questions, il se défend donc d'être pingre concernant l'aide à l'Afrique et vante les partenariats qu'il a constitué pour réformer les économies africaines et apporter à ces pays la croissance. Il s'agit de la justification classique de l'impérialisme économique camouflé sous l'aide au développement. Concernant le réchauffement de la planète, le ton est évasif. Les États-Unis auraient de bonnes raisons d'avoir refusé le protocole de Kyoto, mais il ne précise pas lesquelles, et la recherche permettrait de tout améliorer. George W. Bush concède toutefois qu'il faudra à l'avenir être moins dépendants des énergies fossiles, une approche bien moins écologique que pragmatique aux vues de l'état des ressources énergétiques non renouvelables et des conflits en projet à Washington. Concernant l'Iran, il se défend de saper les négociations des Européens et affirme qu'il travaille avec Londres, Berlin et Paris pour obtenir un arrêt du programme nucléaire iranien, accusant Téhéran de vouloir détruire Israël. Enfin, sur l'Irak, il reprend les grandes lignes de son allocution à Fort Bragg que nous détaillons aujourd'hui dans notre Focus.

Cette interview, menée par des journalistes complaisants travaillant pour Ruppert Murdoch, est également l'occasion de vanter les liens indéfectibles unissant les États-Unis et le Royaume-Uni via l'amitié liant l'hôte de la Maison-Blanche à Tony Blair.

Or cette amitié est de plus en plus embarrassante pour le Premier ministre britannique. Revenant sur le discours de George W. Bush du 28 juin, l'ancien ministre britannique de la Défense, Robin Cook, estime dans *The Guardian* que le président états-unien nie les vrais problèmes de l'Irak. Toutefois, il lui

reconnaît le mérite de s'exprimer sur la question devant sa population, contrairement à Tony Blair. Ce dernier ne traite de l'Irak que pour venir en aide à son allié à la Maison-Blanche. L'auteur fustige la docilité du Premier ministre britannique : il s'agit d'une politique qui n'apporte rien au pays et qui ne sert même pas Blair aux États-Unis compte tenu de l'impopularité de Bush. Robin Cook, très proches des démocrates, se focalise sur les liens personnels entre Blair et Bush et ne remet pas en cause la « relation privilégiée » états-uno-britannique.

Aujourd'hui, seuls 39 % des États-uniens soutiennent encore l'engagement de leur pays en Irak. Tentant d'y remédier, l'hôte de la Maison-Blanche a prononcé à Fort Bragg un discours qui prétendait redonner foi à sa population dans l'aventure coloniale irakienne. L'exercice fut vain et aujourd'hui, il est sévèrement critiqué par les éditorialistes. Paradoxalement, les objections soulevées montrent l'unité des élites à Washington. En effet, si la gestion de l'occupation par l'administration Bush est pointée du doigt, à aucun moment la bonne volonté états-unienne et la légitimité de l'invasion ne sont remises en cause. Dans les médias *mainstream*, la démocratisation du « Grand Moyen-Orient » ou la lutte contre les « jihadistes » sont toujours présentées comme les vrais motifs de la conquête. Les armes de destruction massive sont oubliées et le pillage des ressources énergétiques n'est qu'évoqué, en filigrane. Les critiques ne se portent que sur la tactique ou sur le style du discours.
La veille de l'allocution présidentielle, le sénateur démocrate du Massachusetts et ancien candidat, John F. Kerry, présentait dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune* le discours qu'il aurait prononcé lui, s'il avait été élu. Il y reprend les grandes lignes de la stratégie d'évacuation de l'Irak qu'il avait présenté durant sa campagne électorale : internationalisation du conflit, irakisation progressive des forces de sécurité dans le pays et mise au point d'un échéancier pour le départ des troupes US. Ce retrait d'Irak est d'autant plus important pour John Kerry que celui-ci se projette déjà vers d'autres cibles.
Dans le *New York Times* également, mais après le discours du président, l'ancien analyste de la CIA, Kenneth M. Pollack, estime que l'administration Bush doit prendre son temps pour former les troupes irakiennes. L'urgence est de conquérir « le cœur et les esprits » de la population, afin d'isoler les résistants. Pour cela, il faut améliorer les conditions de vie de la population, mais aussi acheter le soutien des dirigeants sunnites par la corruption. Il faut en outre reconstruire les infrastructures pétrolières. Cette idée de mobilisation d'une partie de la population contre la résistance irakienne est également au cœur de la tribune du journaliste de la NED/CIA, Larry Diamond, dans le *Los Angeles Times*. L'auteur estime qu'il faut gagner le soutien des Irakiens en améliorant leurs conditions de vie, en les intégrant au processus politique et en s'associant également à certains responsables tribaux, l'idée de corruption de M. Pollack n'est pas bien loin. Enfin, il demande à ce que l'ONU serve d'intermédiaire dans les discussions directes avec l'insurrection.

Concernant l'allocution elle-même, le *Los Angeles Times* donne la parole à deux anciens rédacteurs de discours officiels : le faucon et ancien rédacteur des discours de George W. Bush, David Frum, et l'ex-rédacteur des discours de Robert McNamara qui avait diffusé les *Pentagon Papers* en 1971, Daniel Ellsberg.
Pour le néo-conservateur, la politique en Irak est bonne mais elle est mal

expliquée. Il faut faire preuve de davantage d'optimisme et mettre en lumière les victoires de la Coalition. Ce qui inquiète surtout Frum, c'est que le désarroi croissant des États-uniens face à l'aventure coloniale irakienne pourrait dissuader d'attaquer la Syrie et l'Iran. Il appelle donc sans plus tarder à une offensive contre ces « régimes hostiles ». Pour le repenti Daniel Ellsberg, au contraire, le discours de George W. Bush ne peut pas convaincre car il n'est qu'une reprise des artifices qui ont servi à Kennedy, Johnson et Nixon pour masquer les échecs du Vietnam. La propagande est la même, la faillite des États-Unis sera la même, prévient-il.

Réseau Voltaire

George W. Bush

George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« L'interview de Bush »

Source : The Times (Royaume-Uni)
Référence : « The Bush Interview », par George W. Bush, *Times*, 30 juin 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

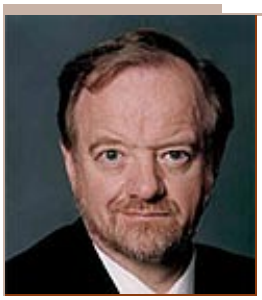
Je me réjouis à l'avance de me rendre au sommet du G8. J'aime beaucoup travailler avec les dirigeants de ces pays, et surtout avec Tony Blair, un homme que j'admire. Cette satisfaction vient s'ajouter aux questions que nous aurons à traiter. Nous allons travailler sur le développement de la liberté ou sur le processus de paix israélo-palestinien. Nous allons également nous pencher sur le réchauffement climatique. J'ai hâte de donner mes idées pour aller plus loin sur ce sujet. Je sais que ma décision concernant le protocole de Kyoto n'est pas populaire mais je me suis déjà expliqué sur la question. Par contre, les États-Unis dépensent beaucoup pour la recherche dans ce domaine. Nous devons réduire notre dépendance vis-à-vis des énergies fossiles.

Sur la question de l'aide à l'Afrique, les États-Unis ne conçoivent pas leur aide que comme un apport d'argent, nous collaborons avec l'Afrique. Notre partenariat vise à ouvrir nos économies à ce continent et à ouvrir l'économie de ce continent afin de stimuler l'économie africaine. Nous souhaitons également que notre argent ne soit pas détourné par des dirigeants corrompus. Les États-Unis donnent plus aux affamés que les autres nations du monde mais cela ne passe pas que par de l'aide publique, nous avons un système qui encourage les dons privés. Dans le cadre de notre partenariat, nous discutons avec les pays africains afin d'isoler Robert Mugabe et pour le pousser à partir.

Depuis le 11 septembre, nous avons décidé de combattre les jihadistes qui menaçaient notre sécurité. Nous avons décidé de nous protéger et nous avons renversé Saddam Hussein. Les jihadistes ne souhaitant pas que nous réussissions en Irak comme en Afghanistan, ils se sont rassemblés là bas pour nous combattre. Le 11 septembre est souvent vu en Europe comme un moment, moi je le vois comme une bataille d'une guerre plus large. Nous allons gagner en Irak, arrêter Ben Laden et donner la démocratie et la liberté aux populations du

Moyen-Orient. Blair s'est associé à ma politique en Irak car il estimait que c'était la meilleure solution pour le monde libre.
Nous estimons que l'Iran ne doit pas pouvoir acquérir la technologie nucléaire. Or, ils essayent de l'acquérir clandestinement pour pouvoir détruire Israël. Nous travaillons avec les Européens pour les en empêcher.

Robin Cook



Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Ils n'ont aucune idée sur la façon de gagner cette guerre »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)
Référence : « They have no idea how to win their war », par Robin Cook, *The Guardian*, 1er juillet 2005.

Juste après que George W. Bush ait reçu la présidence des États-Unis des mains de la Cour suprême, j'ai été invité au 10 Downing Stret par le Premier ministre. J'ai été frappé alors par l'inquiétude de Tony Blair. Il craignait que les conservateurs britanniques n'utilisent l'argument selon lequel seul un conservateur pouvait travailler avec un républicain pour le déstabiliser. Il voulait donc être encore plus proche de la Maison-Blanche qu'il ne l'avait été sous la présidence de Bill Clinton. Cette stratégie a été si loin qu'aujourd'hui, même les conservateurs peuvent utiliser contre les travaillistes l'argument de la trop grande fidélité de Blair envers Bush.
Le Premier ministre ne peut même pas se targuer de travailler avec un président populaire aux États-Unis. Bush a en effet découvert qu'une des lois de l'occupation est qu'on a plus de chance de perdre la guerre sur son sol que dans le territoire qu'on occupe. Face à cette situation, Bush a décidé de s'expliquer sur l'Irak devant un parterre de militaires qui auraient pu être envoyé en cour martiale s'ils avaient manifesté leur désapprobation des propos de leur commandant en chef. Toutefois, on peut reconnaître à Bush le mérite de s'être expliqué devant sa population. Blair ne l'a pas fait. Il n'a fait qu'accorder une interview à l'*Associated Press* à une heure qui a permis à la presse états-unienne de le citer dans ses éditions tandis que la presse britannique ne pouvait en parler que le lendemain. Il n'y parle que du débat aux États-Unis.
En Grande Bretagne, il n'y a pas de débats malgré les mensonges du gouvernement et l'évolution de l'Irak. Ce pays est en train de devenir ce que Blair prétendait éviter qu'il devienne. Les forces de la Coalition se trompent en affirmant que seule l'option militaire fonctionne face à l'insurrection et en niant que leur présence est le problème et non la solution.

John F. Kerry

John Kerry est sénateur démocrate du Massachusetts et candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

« Le discours que le président aurait dû prononcer »

Source : International Herald Tribune (France)
, New York Times (États-Unis)
Référence : « The Speech the President Should Give », par John F. Kerry, *New York Times*, 28 juin 2005.
« How to bail out Iraq », *International Herald Tribune*, 29 juin 2005.

Ce soir, le président George W. Bush livrera sa vision de la situation en Irak. Actuellement, l'administration Bush court au désastre en Irak du fait de son absence de stratégie pour réduire les risques auxquels nos soldats sont exposés et augmenter nos chances de succès. L'administration Bush a fait de l'Irak le point de rassemblement des jihadistes. Aujourd'hui, ils sont entre 16 000 et 20 000 en Irak. Changer l'orientation de la politique états-unienne ne sera pas facile et ce d'autant plus que la Maison-Blanche n'accepte de conseils de personne. Elle a envoyé trop peu de troupes, a détruit l'armée irakienne par un programme de déba'asification, n'est pas parvenu à sécuriser les dépôts de munition, n'a pas entraînées suffisamment de troupes irakiennes et n'a pas assez planifié l'après-guerre.

Qu'est-ce que le président doit dire ce soir ? Avant toute chose, il doit dire la vérité au public et cesser de prétendre que la fin de l'insurrection est proche. Il doit rappeler que les États-Unis n'entendent pas avoir une présence permanente en Irak. Il doit réaffirmer que les États-Unis insisteront pour que le processus politique respecte l'échéancier fixé. Il faut accepter l'aide d'autres pays pour former les troupes en Irak et fixer un échéancier pour le transfert de contrôle du territoire après les élections de décembre.

Il faudra deux ans pour former une armée irakienne unifiée. En attendant, il faudra s'appuyer sur les milices ethniques. Il faut constituer une force internationale pour protéger les frontières irakiennes et y faire participer les pays voisins. Contre l'insurrection, il faut développer les services publics dans les zones sunnites afin que les conditions de vie s'améliorent. Si M. Bush ne prend pas ces mesures nous échouerons.

Kenneth M. Pollack

Kenneth M. Pollack est membre du Center for Foreign Policy Studies de la Brookings Institution et du Council on Foreign Relations. Il est ancien membre du National Security Council et ancien analyste militaire spécialisé sur les questions iraniennes et irakiennes à la CIA (1988-1995).

« Cinq moyens de gagner en Irak »

Source : New York Times (États-Unis)
Référence : « Five Ways to Win Back Iraq », par Kenneth M. Pollack, *New York Times*, 1er juillet 2005.

L'Irak n'est pas un nouvel Afghanistan. Quoi qu'en dise le président, le problème central en Irak n'est pas le terrorisme et en se focalisant là dessus, nous retardons l'adoption d'une politique anti-insurrectionnelle efficace. Toutefois, les adversaires du président se trompent également en comparant l'Irak au Vietnam. L'Irak est bien plus important pour les États-Unis que ne l'était le Vietnam, à cause de son pétrole, de son positionnement dans une région stratégique et de l'importance de la mise en place d'une démocratie dans le monde arabe. Il y a toutefois une similarité entre l'Irak et le Vietnam : la façon dont les États-Unis traitent la question. Nous commettons les mêmes erreurs alors que la situation nous y est plus favorable : Ibrahim Al-Jaafari est plus populaire que ne l'était le président Diem et l'insurrection irakienne n'a ni la popularité, ni la puissance de feu de celle du Vietnam.

Il y a cinq leçons à tirer du Vietnam :

- Il faut avant tout améliorer la vie de la population en la protégeant. Les populations d'Irak souffrent beaucoup de la criminalité pendant que nous chassons l'insurrection. Si nous améliorons l'existence de la population, les insurgés perdront le soutien dont ils disposent chez les Irakiens.
- Il faut fournir suffisamment d'homme pour faire le travail. Nos 155 000 hommes sont insuffisants.
- Il faut être patient et prendre le temps de bien former les troupes irakiennes. Les envoyer sur le terrain trop tôt est une faute grave.
- Il ne faut pas se concentrer que sur les problèmes de Bagdad. Il faut aussi nous intéresser à la reconstruction économique, et notamment pétrolière, du reste du pays.
- Il faut s'acheter la collaboration des dirigeants sunnites. Cela peut choquer car c'est un comportement non-américain mais c'est toujours ainsi que les choses ont fonctionné en Irak : le pouvoir central achète la coopération des cheicks sunnites.

Larry Diamond

Ancien expert de l'Agence des États-Unis pour le développement international, Larry Diamond est membre de la Hoover Institution et co-rédacteur du Journal of Democracy, l'organe de la National Endowment for Democracy dont il est codirecteur du forum des études démocratiques.

« Battre les insurgés en discutant avec eux »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)
Référence : « Beat the Insurgents by Talking to Them », par Larry Diamond, *Los Angeles Times*, 3 juillet 2005.

Dans son discours de la semaine dernière, George W. Bush a, à juste titre, réaffirmé que les États-Unis avait un intérêt vital à rester en Irak jusqu'à ce que le pays soit sûr, viable et démocratique. Il a également raison de noter les progrès dans le pays. Mais s'il veut vraiment éviter la défaite en Irak, il doit reconnaître qu'il n'y a pas de solution purement militaire en Irak.
Une stratégie politique pour vaincre l'insurrection comprend six éléments :

- Les États-Unis doivent savoir qui ils combattent. On ne peut pas négocier avec les islamistes kamikazes ou avec les partisans de Saddam Hussein qui opèrent depuis la Syrie. Ceux là, il faut les tuer, les capturer ou les couper de leur base.
- Toutefois, ces groupes sont soutenus par des Irakiens qui se sont sentis humiliés par le nouvel ordre politique. Il faut les ramener dans le processus politique.
- Il faut garantir qu'il n'y aura pas de bases permanentes états-uniennes en Irak.
- Il faut fixer un échéancier approximatif du retrait de nos troupes.
- Il faut négocier avec certains groupes tribaux associés à la résistance.
- Il faut discuter directement avec les insurgés via l'ONU et surtout via Lakhmar Brahimi.

David Frum

David Frum a été rédacteur des discours de George W. Bush, notamment celui sur l'« Axe du mal ». Il est aussi rédacteur de *National Review* et membre de l'American

« Le discours que j'aurais écrit »

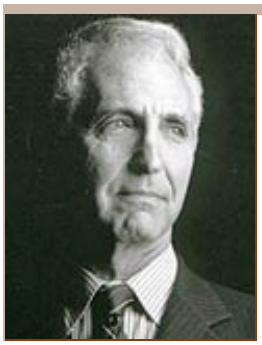
Source : Los Angeles Times (États-Unis)
Référence : « The Speech I Would Have Written », par David Frum, *Los Angeles Times*, 3 juillet 2005.

Le président va à nouveau s'exprimer sur l'Irak. Il y est obligé. Le problème du discours de mardi n'est pas qu'il n'a pas convaincu ses opposants, aucun discours n'aurait pu le faire ; le problème est qu'il n'a pas rassuré ses supporters inquiets.
Ceux qui soutiennent le président n'ont pas besoin de savoir à quel point cette guerre est importante mais ils s'inquiètent face aux terribles nouvelles émanant de ce pays. Le président nous dit que les progrès sont faits en Irak mais il aurait été plus convainquant s'il avait donné des exemples précis de progrès. Il aurait

Entreprise Institute.

pu citer les arrestations de trois dirigeants important de l'insurrection, les prises de cache d'armes, les découvertes de chambres de torture de l'insurrection, la libération de l'otage australien Douglas Wood... etc. Les Américains veulent entendre un plan de victoire. L'entraînement des forces irakiennes par' les États-Unis sont une bonne chose mais ce n'est pas suffisant. Nous avons une grande guerre anti-terroriste à mener, face à un vaste mouvement soutenu par la Syrie et l'Iran. le 20 septembre 2001, George W. Bush a déclaré que tout gouvernement qui soutenait le terrorisme serait considéré comme un régime hostile. Cette politique a-t-elle été abandonnée ? Si ce n'est pas le cas, quelle conséquence devront affronter ces régimes ?
Le succès en Irak est possible mais les Américains perdent leur optimisme. Ils veulent des faits et des explications.

Daniel Ellsberg



Daniel Ellsberg est ancien fonctionnaire au département d'État et vétéran de la Guerre du Vietnam. Il a participé à la communication à la presse de documents secrets révélant les mensonges de Washington sur cette guerre ce qui lui a valu un procès. Il est l'auteur *Secrets : a Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.

« J'ai écrit le discours guerrier de Bush... en 1965 »

Source : Los Angeles Times (États-Unis)
Référence : « I Wrote Bush's War Words — in 1965 », par Daniel Ellsberg, *Los Angeles Times*, 3 juillet 2005.

Les explications de George W. Bush mardi soir m'ont paru très familière. Il s'agissait mot pour mot des expressions employées par Kennedy, Johnson ou Nixon à propos du Vietnam. Sans aucune fierté, je dois admettre que certaines expressions sont de moi.
En 1965, j'ai écrit les discours de Robert McNamara. J'ai utilisé le mot « terroriste » comme l'ont fait les actuels rédacteurs des discours de Bush. Comme les conseillers de Bush, j'ai ressenti le besoin de désigner un adversaire supérieur à ce que nous combattions vraiment comme notre vrai ennemi. J'ai désigné la Chine comme adversaire plutôt que les Nord-Vietnamiens afin de justifier notre absence de victoire immédiate. Aujourd'hui, on accuse Al Qaïda plutôt que les nationalistes irakiens.
Mon projet de discours fut approuvé en 1965 mais Johnson y ajouta des mensonges sur le nombre de troupes nécessaire pour justifier le déploiement des réservistes. J'avais également présenté à l'époque le Vietnam comme un test pour les États-Unis. Les rédacteurs de Bush utilisent aujourd'hui, le même artifice. Enfin, comme Kennedy, Johnson et Nixon, le président est évasif sur la durée du conflit.
Ce nouvel emploi des vieux arguments me mets très mal à l'aise.